

<https://www.pressegauche.org/Violences-contre-les-femmes-et-crise-du-logement-La-CAQ-doit-agir-pour-protoger>



# **Violences contre les femmes et crise du logement - La CAQ doit agir pour protéger les femmes, presse Québec**



**solidaire**

Publication date: mercredi 23 juin 2021

- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**SHERBROOKE, QC, le 23 juin 2021 - Alors que la pénurie de logements atteint des sommets inquiétants à Sherbrooke et ailleurs au Québec, la responsable de Québec solidaire en matière de condition féminine, Christine Labrie, et le responsable solidaire en matière de logement, Andrés Fontecilla, tirent la sonnette d'alarme et pressent le gouvernement de la CAQ de mettre en place des mesures vigoureuses à court et moyen terme pour aider les femmes victimes de violences à se reloger dans des logements abordables pour assurer leur sécurité.**

« La semaine dernière, quand le Québec a été frappé par le 13e féminicide de l'année, la ministre Geneviève Guilbault a dit que la CAQ avait fait tout ce qu'elle pouvait pour empêcher de telles tragédies. C'est faux. Non seulement la CAQ ne répond pas à l'ensemble des besoins exprimés par les organismes d'aide aux victimes de violences conjugales et sexuelles, mais elle n'agit pas non plus pour lutter contre la crise du logement en augmentant l'offre de logements abordables, alors que c'est pourtant l'une des clés pour les protéger et assurer leur sortie de milieux violents. Sans accès à un logement abordable, les victimes de violences restent prisonnières de milieux dangereux pour leur sécurité », a déploré Mme Labrie.

Réunis lors d'une conférence de presse ce matin à Sherbrooke, les députés solidaires étaient accompagnés d'intervenantes auprès de femmes victimes de violences conjugales et sexuelles, qui ont toutes deux souligné l'impact de la crise du logement sur la sortie des femmes de ces milieux violents.

« Le manque de logements abordables à Sherbrooke maintient les femmes dans le milieu violent de l'exploitation sexuelle. Certaines voudraient en sortir, mais sont forcées d'y retourner, car elles n'ont nulle part où aller. L'accessibilité au logement est très problématique pour ces Sherbrookoises qui tentent d'améliorer leurs conditions de vie », a souligné Kelly Laramée, intervenante au CALACS-Estrie.

« En tant qu'organisme oeuvrant auprès des femmes victimes de violence conjugale, nous remarquons que la crise du logement a plusieurs impacts sur celles-ci. Lorsqu'elles décident de quitter une relation de violence conjugale, les femmes ont besoin d'un endroit sécuritaire où se réfugier. Avec les maisons d'hébergement qui ne parviennent pas à répondre à la demande importante, le manque d'options en matière de logements abordables contraint de nombreuses femmes à rester à la maison avec leurs conjoints violents », a ajouté Marie-Zoé, intervenante à l'Escale de l'Estrie.

La députée de Sherbrooke presse le gouvernement de la CAQ d'accélérer la mise en place du Programme d'aide financière d'urgence pour aider les femmes victimes de violences conjugales à quitter rapidement leur foyer, qui a été créé dans la foulée de l'adoption du projet de loi 84 et qui doit être progressivement mis en place à partir de l'automne.

### **Plus de logement social et abordable, une urgence**

Pour Andrés Fontecilla, assurer un logement abordable aux femmes victimes de violence nécessite d'agir à la source du problème : le manque de logement social et l'augmentation démesurée des loyers sur le marché locatif. Le député solidaire appelle la CAQ à construire 10 000 nouvelles unités de logement social par année durant cinq ans afin de répondre aux besoins des 38 000 familles en attente d'un logement social, dont plus de 800 familles situées à Sherbrooke. Il appelle également la ministre Andrée Laforest à mettre en place un registre des loyers afin de lutter efficacement contre les hausses de loyer abusives.

« Depuis des décennies, le gouvernement du Québec traîne de la patte en matière de logement social. Résultat : 38 000 familles attendent pour un logement. Et ça, c'est sans compter toutes les femmes qui vivent dans un milieu violent et qui renoncent à partir parce qu'elles savent qu'elles ne pourront pas se reloger ailleurs. Si la CAQ veut vraiment protéger ces femmes, elle doit augmenter rapidement l'offre de logement abordable. Le gouvernement doit profiter de la relance post COVID pour lancer de vastes chantiers de logements sociaux partout au Québec, au nom des milliers de familles qui attendent depuis des années, mais aussi au nom de toutes les femmes qui cherchent un nouveau toit où se sentir en sécurité », conclut Andrés Fontecilla.